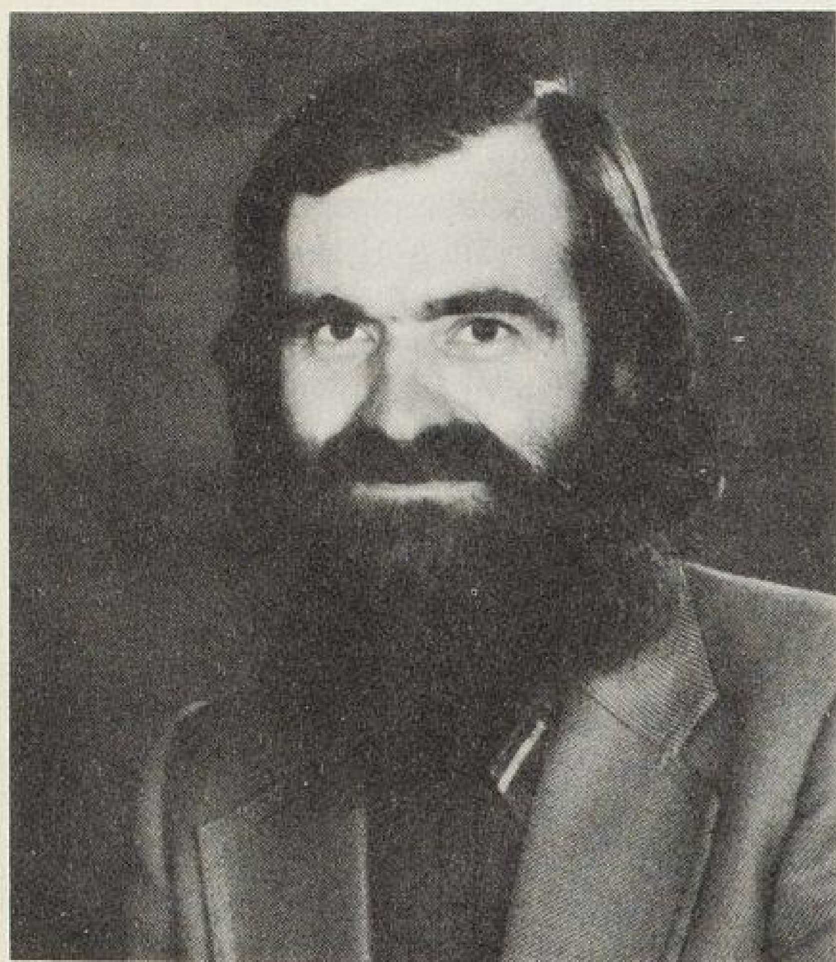
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, SCRUTIN DE MARS 1978
3e CIRCONSCRIPTION DE LA LOIRE





soutenu par PSU, MAN, MDPL, PAYSANS EN LUTTE, MILITANTS SYNDICALISTES ET ECOLOGISTES



Joseph COLOMB

Instituteur
Militant politique

Suppléante

Paule COLLET

Mère de famille
Militante écologiste

C'est une **candidature différente** que vous propose le Front Autogestionnaire, une candidature appuyée bien sûr sur les luttes des travailleurs contre la vie chère et contre le chômage, mais aussi une candidature représentative de luttes que les partis traditionnels de la gauche délaissent.

Nous ne proposons pas seulement de remplacer des députés de droite par des députés de gauche. **Nous proposons que demain chacun de nous, chacun de vous décide.** C'est le sens de l'autogestion. Le pouvoir ne doit pas être réservé aux spécialistes, aux «techniciens», aux gens qui savent : qu'ont-ils fait chez J.-B. Martin, chez Giraudet, BSN, Marrel, Voyer et au nom de quoi les salariés de ces entreprises sont-ils en chômage ou menacés de l'être ? C'est à l'ensemble de ceux qui font la richesse de l'entreprise : les travailleurs, à contrôler les décisions...

Nous entendons **lutter contre la détérioration du mode de vie, du cadre de vie, des conditions de vie** : appartements exigus, mal insonorisés, quartiers HLM pauvres en équipements collectifs, gaspillage de l'espace urbain par l'éloignement entre lieux de travail et lieux de vie, perte de temps dans les trajets ; pollution atmosphérique, construction sauvage en zone rurale. On ne peut résoudre ces différents problèmes par des mesures purement écologiques. L'aménagement urbain, le logement, la circulation, la santé sont des sources de profits. Il est indispensable de lier le combat écologique au combat anticapitaliste.

Pour les droits des femmes : les femmes au travail sont sous-payées, l'école ne s'occupe que peu de leur qualification, les salariées assurent une double journée de travail (dans l'entreprise, à la maison). Nous revendiquons : le droit à l'emploi pour toutes et tous par la réduction de la semaine de travail à 35 heures, sans diminution de salaires, la création de services et équipements collectifs (crèches, laveries...), le partage des tâches ménagères, la création de centre d'information sexuelle.

Nous refusons le nucléaire civil et militaire, nous nous opposons à la construction de la centrale de St-Maurice l'Exil, comme nous avons, par notre participation à la manifestation de Malville, refusé toute centrale nucléaire. L'énergie nucléaire, coûteuse, dangereuse (déchets radioactifs, encadrement militaire, risque de fabrication d'armes atomiques) ne résoud pas le problème de l'emploi et nous engage dans un mode de développement incompatible avec le socialisme autogestionnaire. De la même manière, nous refusons la force de frappe. **Ce qui était hier condamné par l'ensemble des partis de gauche ne peut être admis aujourd'hui.** La force de frappe ne peut nous défendre efficacement.

Nous appuyons le combat des paysans qui s'opposent à la spéculation foncière, au cumul des terres, qui revendiquent une juste rémunération de leur travail. 3 % des exploitations agricoles disparaissent chaque année, des salariés agricoles sont licenciés comme dans les entreprises. Où est la défense des agriculteurs ? La droite les courtise, mais condamne la plupart à périr (taxe de co-responsabilité, plan de développement).

Des municipalités nouvellement élues ont mis sur pied un début de démocratie locale : commissions extra-municipales, bulletins d'information, consultation de la population. Nous soutenons ces efforts.

Ni bureaucratisme, ni réformisme, ni écologie refusant de se situer dans un combat anticapitaliste. Pour la participation de tous aux décisions qui nous concernent au travail, dans la vie quotidienne : L'AUTOGESTION SOCIALISTE.

ET SI VOUS VOTIEZ UTILE LE 12 MARS ?

Depuis six mois, la radio, la télé organisent un grand spectacle à 4 acteurs : le couple Marchais-Mitterand, le couple Barre-Chirac. Beaucoup de Français se sentent lassés de ces débats. Pour eux, la politique, ça devrait être autre chose : les moyens de changer la vie quotidienne. Et on les prend de plus en plus pour de simples spectateurs. Avec un seul droit, un seul devoir : choisir entre les deux grands de la droite ou les deux grands de la gauche. A tel point que ceux qui veulent en finir avec le pouvoir actuel se disent qu'ils devront choisir entre le candidat du PC et celui du PS, faute de quoi leur vote sera «perdu». Ils voteront pour éviter le pire, non pour choisir le meilleur. D'ordinaire, c'était la loi du second tour. Maintenant, le système électoral et la pression de la publicité sont tels qu'on ne se sent même plus libre, au 1er tour, de faire un choix qui corresponde à ses idées.

Il faut tourner le dos à un type de développement qui nous opprime : le prix payé à la croissance, ce sont les cadences exténuantes, le travail de nuit, les 4 x 8, le travail monotone et aliénant, le poids de la publicité qui nous force à consommer n'importe quoi.

C'est une société différente que nous proposons, une société où chacun puisse avoir son mot à dire sur ce qui est le plus important pour lui : son emploi, sa manière de travailler, le produit de son travail, son cadre de vie de tous les jours, l'avenir de la nature qui l'entoure.

BATIR LA SOCIETE AUTOGESTIONNAIRE

Cela suppose :

- **UNE NOUVELLE DEFINITION DE LA CROISSANCE,** non en termes de progression du produit national brut, mais en termes de satisfaction des besoins essentiels des Français et d'abord des laissés pour compte de la croissance capitaliste : immigrés, OS, personnes âgées, handicapés, jeunes, femmes, paysans. Les priorités sont :

• La réduction du temps de travail pour tous (35 h par semaine) et des cadences.
• Le relèvement important des bas salaires (SMIC à 2400 F).
• Des augmentations uniformes de salaires pour réduire rapidement l'éventail des salaires et donc réduire les inégalités.
• L'extension des biens et des services gratuits (transport jusqu'au lieu de travail, santé).
• L'amélioration de la qualité des produits de consommation, la suppression des produits inutiles ou dangereux, la création de biens d'équipements collectifs.

- **UN LARGE SECTEUR NATIONALISÉ, SOUS CONTRÔLE OUVRIER,** comprenant les grands groupes industriels et le système bancaire, pour s'opposer à un éventuel sabotage économique, pour orienter le nouveau type de développement, pour permettre une expérience autogestionnaire.

- priorité à la recherche et à l'utilisation des énergies douces (solaire, géo-thermique, éolienne, ...).

- **UNE NOUVELLE RÉPARTITION DES POUVOIRS** par l'instauration du contrôle populaire (notamment dans les entreprises nationalisées) : création de conseils d'ateliers, de bureau, de service pour un contrôle par les travailleurs des conditions de travail, du temps de travail, de l'emploi, des prix à la production, du choix des produits fabriqués, de l'utilisation de l'outillage, des comptes de l'entreprise (pour empêcher la fuite des capitaux).

- **LA CRÉATION D'OFFICES FONCIERS** cantonaux, sous le contrôle des agriculteurs, qui distribueront la terre, outil de travail, aux jeunes qui désirent s'installer (moyen de lutte contre la spéculation foncière).

- **LE DÉPART DE GISCARD** dont la présence s'oppose à la nouvelle volonté populaire, le droit à la syndicalisation des soldats, le droit effectif à l'objection de conscience, le retrait de l'Alliance Atlantique.

- l'établissement de nouveaux rapports avec les pays qui cherchent la voie du socialisme et avec les pays du Tiers Monde dont on exploite actuellement les richesses.

POUR BATTRE LA DROITE, POUR BATIR LA SOCIETE AUTOGESTIONNAIRE, VOTEZ POUR LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE !

Le FRONT AUTOGESTIONNAIRE est né de la convergence des militants politiques du PSU, du Mouvement pour une Alternative Non-violente, du Mouvement pour le Désarmement et pour la Paix, de militants syndicalistes ouvriers et paysans, de militants écologistes, d'élus locaux, de femmes revendiquant leurs droits.

Vu, le candidat

I.M.C. S.A. 42170